

SUJET : La Côte d'Ivoire de 1944 à 1960.

Après la seconde guerre mondiale (1939-1945), la décolonisation en Afrique devient un phénomène irréversible. L'émancipation de la Côte d'Ivoire s'inscrit dans le cadre général de celui de l'Afrique noire française. Elle est cependant marquée sur le plan interne par la personnalité de Félix Houphouët Boigny. Dès lors, comment se déroule donc cette décolonisation de la Côte d'Ivoire ?

Nous allons l'analyser autour des grandes phases suivantes : **la phase de l'espoir (1944- 1947), la phase de la lutte (1947-1950) et la phase de la collaboration (1950- 1960).**

En 1944, la 2^e guerre mondiale tire à sa fin et le monde est de plus en plus favorable à la décolonisation. La France est affaiblie militairement et économiquement. Dans les colonies françaises, notamment en Afrique du nord, les mouvements nationalistes prennent de l'ampleur en Tunisie et en Algérie. Aussi, le Général De Gaulle, en vue de renforcer le pouvoir du Comité Français de Libération National (CFLN) basé à Alger et de préserver les colonies françaises, va-t-il convoquer la Conférence de Brazzaville. Elle va réunir du 30 Janvier au 08 Février essentiellement les hauts fonctionnaires de l'administration coloniale, soit 21 gouverneurs, 9 députés et 6 observateurs venus de la Tunisie et de l'Algérie. Aucune élite africaine de cette époque n'est invitée à cette Conférence.

En octobre 1946, une nouvelle constitution est votée. Elle instaure la 4^{ème} République qui crée l'Union Française, le 27 Octobre 1946. Elle regroupe en une seule entité politique la Métropole (France) les Départements d'Outre- Mer (DOM), les Territoires d'Outre-Mer (TOM) et les Territoires et Etats associés. L'expression « Empire Colonial » est supprimée et les ressortissants de l'Union Française ont désormais le même statut de citoyen. C'est à cette Assemblée que Félix Houphouët-Boigny obtient la suppression du travail forcé le 11 Avril 1946 et les députés africains font leur entrée au Parlement français. En outre les Africains obtiennent d'autres avancées telles que la suppression du code de l'indigénat et l'accession des Indigènes à la citoyenneté française le 07 mai 1946 (Loi Lamine GUEYE). Par ailleurs, Les attentes d'indépendance réelle n'étant pas honorées à cause du caractère assimilationniste de la Constitution de 1946, les leaders africains

engagent une lutte coloniale. Félix HOUPHOUËT BOIGNY, une fois à l'Assemblée Nationale, propose aux autres députés (52) et conseillers (44) de parler d'une seule voix par la mise en place d'un vaste mouvement anticolonial. Cela se traduit par la création du Rassemblement Démocratique Africain (R D A) à Bamako, le 18 octobre 1946. Il fut décidé que le R D A aurait des sections dans chaque territoire pour une communauté d'action d'où l'affiliation du PDCI au RDA. Le premier président du RDA est Félix HOUPHOUËT - BOIGNY qui avait pour Secrétaire Général Fily Dabo CISSOKO. Le siège est fixé à Abidjan. Dès lors s'ouvre la période de la lutte. Dans le contexte de la lutte coloniale, le RDA confirme son appartenance au groupe parlementaire communiste. Il s'apparente au Parti Communiste Français (PCF) qui répond mieux à ses aspirations en vue de rendre plus vive sa lutte. Le RDA et ses sections vont donc bénéficier du soutien des communistes dans toutes leurs actions (financement, formation, vote des lois...). Cette affiliation au PCF, à un moment où le communisme est combattu en Europe occidentale, va apparaître comme un danger pour la France. Dès lors, s'amorce une lutte féroce des députés du Mouvement Républicain Populaire (MRP) et de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) contre le PDCI.

Face aux agissements du RDA et du PDCI, des difficultés apparaissent dans la colonie (les colons perdent leurs privilèges). Ils décident donc de passer à l'offensive. Profitant des incidents d'Abengourou (problème de succession du roi de l'Indénié), l'administration coloniale remplace André LATRILLE jugé trop favorable aux Noirs, par Laurent PECHOUX. Le rôle de ce nouveau gouverneur est de réprimer le militantisme indépendantiste du PDCI-RDA taxé de communiste.

Le 12 Juin 1950, René PLEVEN arrive au pouvoir en France et nomme François MITTERAND ministre de la France d'Outre-Mer. Ce dernier réussit à convaincre FHB de rompre avec le PCF pour s'allier à l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (l'UDSR) créée en 1945. C'est ce qui sera fait au cours du discours du 7 octobre 1950 au stade Géo André. Dès lors, commence une nouvelle ère pour le PDCI : l'ère de la collaboration. Houphouët -Boigny en profite et lance un appel à l'union des forces politiques au sein d'un parti unique pour bâtir ensemble la Côte d'Ivoire. Laurent PECHOUX est remplacé par Pierre PELIEU en 1952 et désormais, la lutte devient plus parlementaire. Ainsi, aux élections législatives de 1956, le PDCI en Côte d'Ivoire et le RDA en Afrique obtiennent la majorité des sièges africains au parlement français. FHB devient alors ministre d'Etat dans le gouvernement de Guy MOLLET (Premier Ministre Français).

Revenu au pouvoir à la suite des événements d'Algérie (Guerre de libération), De GAULLE élabore une nouvelle constitution qui met en place la Communauté franco-africaine en 1958. Elle comprend la France et les anciennes colonies devenues des Républiques autonomes. Ce sont des Etats qui doivent gérer leurs propres affaires à l'exception des domaines stratégiques suivants : la justice, la défense, la monnaie, la politique extérieure, la communication et l'enseignement supérieur. Ces domaines relèvent des compétences communes gérées par la métropole. Présentée aux colonies dans le cadre d'un référendum en Septembre 1958, toutes les colonies acceptent par référendum cette Communauté, sauf la Guinée de Hamed Sékou TOURE à qui l'indépendance est immédiatement accordée le 28 Septembre 1958 ; mais avec une rupture de toute aide et coopération technique avec la France. Cependant, La Communauté divise les leaders africains en deux camps opposés : d'un côté les « fédéralistes » dirigés par Léopold Sédar Senghor, et de l'autre FHB, chef de file des « territorialistes ». C'est dans ce contexte que la communauté va se désagréger en Janvier 1959, lorsque le Soudan Français et le Sénégal créent la Fédération du Mali. Ainsi, entre Janvier et Août 1960, ce sera la vague des indépendances dans les colonies françaises. C'est dans ce cadre que la Côte d'Ivoire acquiert son indépendance le 7 Août 1960, avec pour premier président Félix HOUPHOUËT-BOIGNY rentré au pays en 1959 comme Premier Ministre.

Au terme de notre analyse, nous pouvons retenir que Le processus d'indépendance de la Côte d'Ivoire s'est fait en trois phases : la phase de l'espoir, la phase de la lutte et la phase de la collaboration. Ce processus, bien qu'ayant fait des morts, s'est déroulé dans l'ensemble de manière pacifique à travers des réformes successives sous la houlette de Félix HOUPHOUËT-BOIGNY et de son parti, le PDCI-RDA. Après l'indépendance, la Côte d'Ivoire a poursuivi des relations d'amitié et de coopération avec la France.